SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 1^{er} JUILLET 1924

Rapport de la Commission de l'Intérieur et de l'Hygiène, chargée de l'examen du Projet de Loi ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi du 3 août 1919, assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.

(Voir les nos 173, 323, 432, 438 (session de 1921-1922); 42, 82, 88, 89, 95, 200 (session de 1922-1923); 19, 20, 29, 34, 41, 48, 49, 54 et les *Ann. parl. de la Chambre des Représentants*, séances des 12 juillet 1922; 11, 12, 17 janvier; 29 novembre, 5, 6 et 19 décembre 1923; le n° 49 du Sénat.)

Présents : MM. le vicomte BERRYER, président; ASOU, LIGY, RYCKMANS et NERINCX, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le Projet de Loi soumis aux délibérations du Sénat a pour but de combler plusieurs lacunes que la loi du 3 août 1919 doit aux circonstances dans lesquelles elle fut votée.

La Chambre des Représentants, après avoir remis sur le métier le projet actuel, à plusieurs reprises au cours des années 1922 et 1923, l'a enfin voté à l'unanimité, sans se laisser arrêter par certaines objections que lui présentait l'honorable Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Le Gouvernement a fait savoir à votre Commission qu'il se rallie aujourd'hui à la manière de voir de la Chambre des Représentants, et, dans ces conditions, la Commission s'est prononcée, à l'unanimité sauf une abstention, pour l'adoption du projet de loi.

Ce projet comprend, dans son article unique, deux catégories de dispositions. Il organise, dans le paragraphe portant révision de l'article 11 de la loi du 3 août 1919, une procédure permettant au Roi de triompher, le cas échéant, de la mauvaise volonté des administrations locales qui persisteraient à violer cette loi ou à en esquiver l'application.

Les autres dispositions du projet précisent les avantages que l'on veut

(2)

assurer aux bénéficiaires de la loi du 3 août 1919, sous forme d'un droit de préférence pour la nomination aux emplois d'administration locale (art. 1 et 9 de la loi de 1919), et aux invalides, anciens combattants, prisonniers politiques et déportés de la guerre 1914-1918, sous forme d'une bonification d'ancienneté dans les cadres de tous les services publics où ils sont employés (art. 13 et 14, nouveaux).

Le paragraphe visant l'article 3 de la loi de 1919 porte suppression d'une disposition restée lettre morte et dont le Gouvernement a jugé que l'application devait comporter plus d'inconvénients que d'avantages : il s'agissait de l'énumération, par arrêté royal, des catégories d'emplois auxquels, à raison de leur spécialité ou de leur caractère confidentiel, la loi du 3 août 1919 ne devait pas s'appliquer pour les nominations par droit de préférence. Ces exceptions, peu nombreuses d'ailleurs, continueront donc à n'être établies que par la seule jurisprudence administrative du Département de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Votre Commission a cru opportun, à ce propos, de demander à l'honorable Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène qu'il voulût bien confirmer par une déclaration formelle la jurisprudence qui range parmi ces emplois de confiance les fonctions de l'enseignement public.

Le Rapporteur,
A. NERINCX.

Le Président,
PAUL BERRYER.